

Plus de pouvoir d'achat maintenant! *Mehr Kaufkraft jetzt!*



www.kaufkraft.lu



*Le pays se porte à nouveau très bien.
Mais votre pouvoir d'achat?*

*Dem Land geht es wieder sehr gut.
Aber wie steht es mit Ihrer Kaufkraft?*

L'économie luxembourgeoise est en plein boom. Les profits et bénéfices également! Quant aux finances publiques? Elles sont saines.

Votre pouvoir d'achat, lui, ne peut pas en dire autant.

Votre pouvoir d'achat a grandement souffert en raison de la politique d'austérité mise en œuvre par l'ancien gouvernement après l'éclatement de la crise de 2008. Le «paquet pour l'avenir» («Zukunftspak») décidé ensuite en 2014 par le nouveau et actuel gouvernement a fragilisé encore davantage le pouvoir d'achat.

L'opposition résolue de l'OGBL à l'encontre du «paquet pour l'avenir» a certes permis d'atténuer les mesures d'économie envisagées et a poussé l'actuel gouvernement à changer de trajectoire politique. Mais les pertes subies depuis 2009 n'ont été, grâce à cela et à la réforme fiscale qui a suivi, au mieux, que partiellement compensées.

L'OGBL appelle le gouvernement à renforcer le pouvoir d'achat des ménages

Aujourd'hui, 16,5% de la population résidente vit en-dessous du seuil de risque de pauvreté! Ceci est indigne dans un pays comme le Luxembourg. Le fossé entre les couches disposant de bas et moyen revenus et

les couches aisées continue de se creuser.

La grande majorité de la population a subi des pertes en pouvoir d'achat qu'il s'agit aujourd'hui de reconquérir. L'OGBL le revendique et nous vous invitons à le soutenir dans sa démarche.

L'Etat luxembourgeois dispose des marges de manœuvre financières nécessaires pour mettre en œuvre les politiques sociales qui s'imposent.

S'il fallait pour s'en convaincre, ne serait-ce qu'un exemple, songeons simplement au déchet fiscal scandaleux que représentent les 180 millions d'euros de recettes auxquelles l'Etat renonce chaque année en refusant d'imposer davantage les «stock-options» dont profitent grassement, seuls, quelques-uns.

L'OGBL appelle le gouvernement, au cours des 12 derniers mois de son mandat, à exploiter pleinement les marges de manœuvre financières existantes pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages. Pas dans un an, pas après les prochaines élections, mais maintenant!

Die Luxemburger Wirtschaft boomt. Die Profite und Renditen ebenfalls! Und die öffentlichen Finanzen? Die sind gesund!

Von Ihrer Kaufkraft kann man das allerdings nicht behaupten.

Ihre Kaufkraft hat schwer gelitten unter der Austeritätspolitik, die von der vorherigen Regierung nach Ausbruch der Krise im Jahr 2008 umgesetzt wurde. Das „Zukunftspak“, das anschließend 2014 von der neuen und heutigen Regierung beschlossen wurde, hat die Kaufkraft weiter geschwächt.

Der entschlossene Widerstand des OGBL gegen den „Zukunftspak“ konnte zwar die geplanten Sparmaßnahmen abfedern und die Regierung zu einem Kurswechsel bewegen. Aber die Verluste, die seit 2009 verzeichnet wurden, wurden dadurch und durch die anschließende Steuerreform bestenfalls nur zum Teil ausgeglichen.

Heute leben 16,5% der ansässigen Bevölkerung unter der Armutsgefährdungsschwelle! Dies ist eines Landes wie Luxemburg unwürdig. Die Schere zwischen den unteren und mittleren Einkommensschichten und den wohlhabenden Schichten öffnet sich immer weiter.

Der OGBL ruft die Regierung dazu auf die Kaufkraft der Haushalte zu stärken

Die große Mehrzahl der Bevölkerung hat Kaufkraftverluste erlitten, die es heute zurückzugewinnen gilt. Der OGBL fordert dies, und wir laden Sie dazu ein, ihn dabei zu unterstützen. Der Luxemburger Staat verfügt über den notwendigen finanziellen Spielraum, um die Sozialpolitik umzusetzen, die sich aufdrängt.

Wenn man, um sich davon zu überzeugen, auch nur ein Beispiel bräuchte, kann man einfach auf den skandalösen 180-Millionen-Steuer ausfall verweisen, auf die der Staat jährlich verzichtet, in dem er es ablehnt, die „Stock-Options“ stärker zu besteuern. Hiervon profitieren nur einige wenige kräftig.

Der OGBL ruft die Regierung dazu auf, während der letzten 12 Monate ihres Mandats den bestehenden finanziellen Spielraum voll auszuschöpfen, um die Kaufkraft der Haushalte zu stärken. Nicht in einem Jahr, nicht nach den nächsten Wahlen, sondern jetzt!

Plus de pouvoir d'achat maintenant!

Les prestations familiales doivent augmenter automatiquement avec l'évolution générale des salaires et celle du coût de la vie

Les prestations familiales (allocations familiales, allocation de rentrée scolaire...) n'ont plus été adaptées depuis des années. Les allocations familiales, seules, ont perdu plus de 20% de leur valeur entre 2006 et 2016! Le gouvernement s'était engagé (accord du 28 novembre 2014) à introduire un mécanisme qui adapterait régulièrement les prestations familiales (indexation + évolution générale des salaires). Il est grand temps que cet engagement se traduise par des actes.

Le barème fiscal doit s'adapter automatiquement à l'évolution des prix

La charge fiscale qui pèse sur les petits et moyens salaires ne cesse d'augmenter continuellement à mesure que l'inflation progresse (phénomène de la «kal Progressioun»). Il faut décider d'urgence l'instauration d'un mécanisme d'adaptation du barème afin de stopper la perte réelle de pouvoir d'achat. Dans le cas contraire, les améliorations obtenues grâce à la réforme fiscale de 2016 seront à moyen terme réduites à néant. Rappelons qu'entre 2009 et 2016, les contribuables se sont déjà vu imposer une charge fiscale supplémentaire d'environ 300 millions d'euros en raison de la non-adaptation du barème.

L'allocation de vie chère doit être revalorisée

Face à l'accroissement du risque de pauvreté et des inégalités, une revalorisation de l'allocation de vie chère s'avère plus que nécessaire. Celle-ci n'a en effet plus été adaptée depuis 2009 et a déjà perdu jusqu'à 16% de sa valeur. S'il faut évidemment saluer l'annonce du gouvernement visant à étendre le nombre de bénéficiaires de cette allocation, il faut toutefois souligner que cela ne change rien pour les personnes en bénéficiant actuellement et les pertes qu'elles ont déjà subies (jusqu'à 1 050 euros cumulés par personne).

Les montants du futur Revenu d'inclusion sociale (REVIS) doivent être revus à la hausse

S'il faut saluer, a priori, l'intention du gouvernement de redynamiser le dispositif encadrant le Revenu minimum garanti (RMG), qui deviendra prochainement le Revenu d'inclusion sociale (REVIS), il faut tout autant souligner que les montants proposés sont insuffisants. Dans le cas d'un ménage comprenant 2 adultes dont un seul se trouve dans une mesure d'activation, le montant proposé est même inférieur au RMG actuel. Une révision à la hausse des différents montants s'impose!

Pouvoir combiner une retraite partielle avec un travail à temps partiel doit devenir un droit

Afin de permettre une meilleure transition entre vie active et retraite, il faut que la possibilité de cumuler un travail à temps partiel et une retraite partielle (à partir de l'âge minimal ouvrant le droit à une pension anticipée, c'est-à-dire 57 ans) devienne un véritable droit pour tous les salariés.

Le salaire social minimum (qualifié et non-qualifié) doit être augmenté de 10%

Aujourd'hui, 16,5% de la population résidente se trouvent en-dessous du seuil de risque de pauvreté. Le salaire social minimum (SSM) non qualifié est lui-même inférieur au revenu minimum nécessaire pour couvrir ses besoins vitaux si l'on considère l'étude du Statec portant sur le budget de référence. Ainsi, un salarié qui touche le SSM en classe d'impôts 1 ne dispose que d'un revenu net de 1 727 euros, alors qu'il lui faudrait au minimum 1 923 euros pour vivre ne serait-ce que décemment selon le Statec (dans le cas d'un homme vivant seul). En même temps, le Luxembourg connaît une productivité élevée, qui continue d'ailleurs à augmenter. Il est donc tout à fait justifié que les salariés qui touchent le SSM – et qui contribuent par leur travail au succès de l'économie luxembourgeoise – bénéficient également de la répartition des richesses résultantes de ces gains de productivité!

Les personnes qui touchent le salaire social minimum doivent bénéficier d'une exonération fiscale

Pour toutes les raisons déjà énoncées ci-dessus, il faut en outre que les salariés touchant le salaire social minimum soient tous libérés intégralement de l'impôt sur le revenu. Il faut par ailleurs assouplir en général la progressivité fiscale en faveur des revenus faibles et moyens.

Les pensionnés doivent bénéficier d'un ajustement extraordinaire

Les pensionnés ont subi des pertes au cours des dernières années en raison de la politique d'austérité, qui s'est traduite notamment par le non-paiement d'un ajustement qui était dû en 2013 et le paiement en deux tranches de l'ajustement précédent. Afin de compenser au moins partiellement ces pertes, il est nécessaire que les pensions soient ajustées d'au moins 1% au 1^{er} janvier 2018.

Il faut réformer la loi sur le reclassement dans l'intérêt des personnes concernées

Malgré les avances désormais versées par l'ADEM, les personnes en reclassement interne connaissent pourtant encore souvent des périodes d'attente qui durent des mois, synonymes de précarité, avant que leur cas ne soit définitivement réglé. Ceci pourrait être évité si l'employeur prenait en charge l'ensemble du salaire et se faisait rembourser par la suite. Ainsi, le salarié reclassé ne serait plus discriminé par rapport à ses collègues. Il n'aurait besoin que d'une seule carte d'impôt et bénéficierait de toutes les primes et hausses salariales obtenues par le syndicat dans le cadre de négociations de convention collective.

Il faut apporter une solution positive pour les salariés qui dépassent le seuil des 52 semaines de maladie

Actuellement, un salarié qui dépasse 52 semaines de maladie sur une période de 104 semaines perd automatiquement son contrat de travail. Cette situation précaire est insoutenable pour les malades de longue durée! Une procédure doit enfin être envisagée mettant fin à de telles situations dramatiques et permettant une prolongation de l'indemnité de maladie versée par la CNS au-delà de la limite de 52 semaines. Le ministre de la Sécurité sociale doit tenir les engagements qu'il a pris envers l'OGBL et déposer rapidement un projet de loi pour résoudre cette situation.

Mehr Kaufkraft jetzt!

Familienleistungen müssen automatisch mit der allgemeinen Entwicklung der Löhne und der Lebenshaltungskosten steigen

Die Familienleistungen (Familienzulagen, Schulanfangszulage...) sind seit Jahren nicht mehr angepasst worden. Alleine die Familienzulagen haben 20% ihres Wertes zwischen 2006 und 2016 verloren! Die Regierung hatte sich dazu verpflichtet (Abkommen vom 28. November 2014) einen Mechanismus einzuführen, der regelmäßig die Familienleistungen anpassen würde (Indexierung + allgemeine Lohnentwicklung). Es ist höchste Zeit, dass auf dieses Versprechen Taten folgen.

Die Steuertabelle muss sich automatisch an die Preisentwicklung anpassen

Die Steuerlast auf den niedrigen und mittleren Einkommen wächst immer dann, wenn die Inflation steigt (Phänomen der „kalte Progression“). Es muss dringend ein Anpassungsmechanismus der Steuertabelle beschlossen werden, um den realen Kaufkraftverlust zu stoppen. Ansonsten werden die Verbesserungen, die dank der Steuerreform von 2016 erreicht wurden, sehr bald zunichtegemacht. Erinnern wir daran, dass dem Steuerzahler zwischen 2009 und 2016 schon einmal eine Zusatzsteuerlast von 300 Millionen Euro auferlegt wurde, weil die Steuertabelle nicht angepasst wurde.

Die Teuerungszulage muss wieder aufgewertet werden

Gegenüber der Zunahme des Armutsrisikos und der Ungleichheiten, erweist sich eine Wiederaufwertung der Teuerungszulage als mehr als notwendig. Diese wurde in der Tat seit 2009 nicht mehr angepasst und hat bereits bis zu 16% ihres Wertes verloren. Wenn man auch die Ankündigung der Regierung begrüßen muss, die Zahl der Empfänger dieser Beihilfe zu vergrößern, so muss jedoch unterstrichen werden, dass dies nichts für die Personen ändert, die sie zurzeit empfangen und auch nichts ändert bezüglich der Verluste, die sie bereits einstecken mussten (bis zu 1.050 Euro insgesamt pro Person).

Die Beträge des zukünftigen Einkommens für soziale Eingliederung (REVIS) müssen angehoben werden

Wenn man a priori die Absicht der Regierung begrüßen muss, dem Regulierungsrahmen des garantierten Mindestlohns (RMG), der demnächst zum Einkommen für soziale Eingliederung (REVIS) wird, eine neue Dynamik zu verschaffen, so muss man ebenso unterstreichen, dass die vorgeschlagenen Beträge nicht ausreichen. Im Fall eines Haushalts, bestehend aus zwei Erwachsenen von denen nur einer sich in einer Aktivierungsmaßnahme befindet, ist der vorgeschlagene Betrag sogar niedriger als der aktuelle RMG. Eine Erhöhung der verschiedenen Beträge drängt sich auf!

Es muss zu einem Recht werden eine Teilrente mit einer Teilzeitarbeit zu kombinieren

Um einen besseren Übergang zwischen Berufsleben und Rente zu ermöglichen, muss die Möglichkeit eine Teilzeitarbeit mit einer Teilrente (ab dem Mindestalter, das zu einer Frührente berechtigt, d.h. 57 Jahre) zu kombinieren, zu einem wahren Recht für sämtliche Arbeitnehmer werden.

Der gesetzliche Mindestlohn (qualifiziert und nicht qualifiziert) muss um 10% erhöht werden

Heute befinden sich 16,5% der Bevölkerung unter der Armutsgefährdungsschwelle. Der nicht qualifizierte gesetzliche Mindestlohn ist selbst niedriger als das Mindesteinkommen das notwendig ist, um die lebenswichtigen Bedürfnisse abzudecken, so wie es die Studie des Statec zum Referenzhaushalt darlegt. So verfügt ein Mindestlohnempfänger, in Steuerklasse 1, über ein Nettoeinkommen von 1.727 Euro, obwohl er mindestens 1.923 Euro bräuchte, um, laut Statec, sei es auch nur ein dezentes Leben zu führen (im Fall eines alleinlebenden Mannes). Zugleich ist die Produktivität, die übrigens weiter ansteigt, in Luxemburg hoch. Es ist also absolut gerechtfertigt, dass die Mindestlohnempfänger – die durch ihre Arbeit zum Erfolg der luxemburgischen Wirtschaft beitragen – auch von der Verteilung des Reichtums profitieren, der aus diesem Produktivitätsanstieg entsteht!

Die Mindestlohnempfänger müssen von direkten Steuern befreit werden

Aus allen hier oben bereits angeführten Ursachen, müssen außerdem die Mindestlohnempfänger komplett von der Einkommenssteuer befreit werden. Darüber hinaus muss die Steuerprogression, zugunsten der niedrigen und mittleren Einkommen, insgesamt gelockert werden.

Den Rentnern muss eine Sonderanpassung zukommen

Die Rentner haben in den vergangenen Jahren Verluste einstecken müssen, wegen der Austeritätspolitik der Regierung, die sich insbesondere durch die Nichtauszahlung einer Anpassung, die 2013 geschuldet war und der Auszahlung in zwei Tranchen der vorhergegangenen Anpassung niedergeschlagen hat. Um diese Verluste zumindest teilweise zu kompensieren, ist es notwendig, dass die Renten zum 1. Januar 2018 mindestens um 1% angepasst werden.

Das Gesetz zur Wiedereingliederung muss im Interesse der betroffenen Personen reformiert werden

Trotz der Vorschüsse, die mittlerweile von der ADEM ausbezahlt werden, erfahren die intern wiedereingegliederten Personen noch oft monatelange Wartezeiten, die gleichbedeutend sind mit Prekarität, bevor ihr Fall endgültig geklärt ist. Dies könnte vermieden werden, wenn der Arbeitgeber den gesamten Lohn auszahlen würde und später das Geld zurückerstattet bekäme. So wäre der wiedereingegliederte Arbeitnehmer nicht mehr gegenüber seinen Kollegen diskriminiert. Er würde nur eine Steuerkarte brauchen, und würde von sämtlichen Prämien und Gehaltserhöhungen profitieren, die von der Gewerkschaft im Rahmen der Kollektivvertragsverhandlungen ausgehandelt wurden.

Es muss eine positive Lösung gefunden werden für die Arbeitnehmer die die Grenze der 52 Krankheitswochen überschreiten

Zurzeit verliert ein Arbeitnehmer, der mehr als 52 Wochen innerhalb einer Periode von 104 Wochen krank ist, automatisch seinen Arbeitsvertrag. Diese unsichere Situation ist für die Langzeitkranken untragbar! Eine Prozedur muss endlich in Erwägung gezogen werden, die solchen dramatischen Situationen ein Ende bereitet, und die eine Verlängerung der Auszahlung der Krankenentschädigung durch die CNS über die Grenze der 52 Wochen hinaus erlaubt. Der Sozialminister muss die Versprechen einlösen, die er dem OGBL gegenüber gemacht hat, und schnell einen Gesetzesentwurf unterbreiten, um dieses Problem zu lösen.



Plus de pouvoir d'achat maintenant! *Mehr Kaufkraft jetzt!*



 facebook.com/ogbl.lu
 twitter.com/OGBL_Luxembourg

www.kafkraaft.lu

 **OGB-L**

**Prestations familiales – Salaire social minimum – Fiscalité – Allocation de vie chère
Revenu d'inclusion sociale (REVIS) – Pensions – Retraite partielle/Travail à temps partiel
Reclassement – Seuil des 52 semaines de maladie**

*Familienleistungen – Gesetzlicher Mindestlohn – Besteuerung – Teuerungszulage
Einkommen für soziale Eingliederung (REVIS) – Renten – Teilrente/Teilzeitarbeit
„Reclassement“ – Grenze der 52 Krankheitswochen*